

Prométhée

numéro 94
avril 2013

journal communiste
militant pour la construction du parti pour le socialisme



Affaire Cahuzac et Crise politique

Y aurait-il quelque chose de pourri au royaume de France ? Un ancien président (Nicolas Sarkozy) mis en examen pour abus de faiblesse (il aurait soutiré des fonds à la milliardaire Bettencourt). Un ministre en exercice et ancien président de la commission des finances de l'Assemblée nationale (Jérôme Cahuzac) choisi par Nicolas Sarkozy, avoue avoir fraudé en plaçant de l'argent en Suisse (et peut-être à Singapour) après avoir juré le contraire.

Et voilà que ce qu'il convient d'appeler l'affaire Cahuzac produit une crise politique sans précédent sous la Ve République. Pourtant ce n'est que la 112e affaire politico-financière depuis 1958 répertoriée par Wikipedia, soit environ une affaire tous les six mois. Pourquoi cette dernière, somme toute pas pire que les précédentes, provoque une crise politique majeure ?

Un gouvernement dans les pires difficultés

Pour une grande partie des travailleurs, le Président, son gouvernement et sa majorité parlementaire n'ont pas réussi leur période d'essai. Les citoyens qui ont voté Hollande pour dégager Sarkozy et sa politique sont globalement déçus. Le Président est au plus bas dans les sondages (seulement une personne sur trois lui fait encore confiance). L'élection législative partielle de l'Oise a, comme lors de la présidentielle de 2002 après cinq ans de gouvernement de « gauche plurielle » (1), éliminé le PS au premier tour au profit du FN.

Malgré le rouleau compresseur du Medef, des ministres, des experts et des médias qui concentrent leurs efforts pour convaincre la masse des exploités qu'il n'y a pas d'autre choix que l'austérité, le monde du travail se rend peu à peu compte que la politique mise en œuvre par François Hollande n'est que la continuité de celle de son prédécesseur.

Nous avons eu l'acte I du « choc de compétitivité » – autrement dit du dumping social – qui a gracieusement alloué 20 milliards de crédit d'impôts au patronat; suivi de l'acte II où le Medef, avec la complicité de la Cfdt, dicte sa loi aux parlementaires pour démolir le code du travail.

Nous subissons une flambée irrésistible du chômage que le pompier Arnaud Montebourg, ministre du « redressement industriel » (on ne rit pas s'il vous plaît !) est incapable de circonscrire avec son pathétique patriotisme.

Fidèles à leur engagement en faveur de l'Europe libérale depuis le tournant de la rigueur de 1983, les dirigeants du

PS cultivent le culte d'un déficit inférieur à 3% du PIB pour parvenir à l'équilibre budgétaire (engagement numéro 9 du candidat Hollande). En réalité il s'agit d'un écran de fumée pour imposer l'austérité généralisée (voir ce qui se passe en Grèce, en Espagne, en Italie, au Portugal ou encore à Chypre) seule perspective possible pour tenter d'enrayer la baisse du taux de profit.

Pour mieux saisir le discours sur la dette faisons un bref détour historique par la France de la monarchie de juillet (1830-1848). Voici comment Karl Marx explique la fonction de la dette « *L'endettement de L'État était, bien au contraire, d'un intérêt direct pour la fraction de la bourgeoisie qui gouvernait et légiférait au moyen des Chambres [le Parlement]. C'était précisément le déficit de l'État, qui était l'objet même de ses spéculations et le poste principal de son enrichissement. A la fin de chaque année, nouveau déficit. Au bout de quatre ou cinq ans, nouvel emprunt. Or, chaque nouvel emprunt fournissait à l'aristocratie financière une nouvelle occasion de rançonner l'État, qui, maintenu artificiellement au bord de la banqueroute, était obligé de traiter avec les banquiers dans les conditions les plus défavorables.* » (2)

Toute ressemblance avec la France actuelle n'a rien de fortuite. L'État, quelque soit le résultat de l'alternance électorale, sert la classe dominante que parfois certains appellent « bourgeoisie ». La seule différence aujourd'hui c'est que l'emprunt est quasi permanent. A tous les niveaux de l'appareil d'État il existe des Cahuzac – y compris au niveau local comme l'affaire Guérini au Conseil général des Bouches du Rhône – ce n'est pas cela l'essentiel, le problème c'est le système dans sa totalité. La bourgeoisie s'adapte à l'état de crise, elle veut produire ici comme en Asie, pour cela il faut qu'elle parvienne à précariser le prolétariat, démembrer les services publics et faire disparaître la Sécurité sociale. Dans ce contexte, la nature de classe du gouvernement Hollande-Ayrault émerge de façon quasi caricaturale. Sa légitimité politique est largement entamée par l'affaire Cahuzac.

Crise politique

Il suffit ainsi que celui qui était chargé d'imposer l'austérité, de comprimer de façon drastique les dépenses publiques ou encore de faire baisser les pensions de retraites – en jurant la main sur le cœur qu'il n'y avait pas d'autre solution pour sortir de la crise – soit prit la main dans le sac à

planquer son fric sur des comptes dans des paradis fiscaux pour que le système tremble sur ses bases.

Le discours dominant risque de ne plus être crédible et les victimes du système pourraient relever la tête en faisant le lien entre leur sort et celui des privilégiés. Il pourrait venir à l'idée du tiers-état moderne d'écrire sur ses cahiers de doléances que l'heure de reprendre la Bastille approche. On comprend d'autant mieux le Président quand il déclare le 10 avril : « *l'exemplarité de la république est la condition de son autorité.* » Malheureusement pour lui, il ne restaurera pas cette autorité bien écornée par des petites mesures susceptibles de moraliser la vie politique comme la déclaration sur l'honneur du patrimoine du personnel politique ou encore la création d'une nouvelle instance indépendante de contrôle – indépendante mon œil – et qui n'aura pas les moyens d'agir, rigueur budgétaire oblige.

Pour mémoire rappelons que Nicolas Sarkozy, dans son discours de Toulon le 25 septembre 2008, prétendait vouloir moraliser la finance et, ne craignant pas le ridicule, proclamait quelques mois plus tard la fin des paradis fiscaux. Sur ce sujet François Hollande ne réussira pas mieux que son prédécesseur. Mais là n'est pas son objectif présidentiel. En son for intérieur, il prie pour que ses annonces désamorcent le mécontentement qui monte en sourdine.

Pour la République sociale

Pour se libérer de l'emprise du Capital, la classe ouvrière n'a rien à espérer de quelques replâtrages de la Ve République ni d'une nouvelle république qui respecterait les normes de la gouvernance bourgeoise mises en musique dans le cadre de l'Union européenne. La classe ouvrière a tout à craindre de solutions ouvertement autoritaires. On ne peut pas parler de crise de régime. Pour le moment ni le Président ni son gouvernement n'ont démissionné et la Ve République, même à bout de souffle, sert encore la bourgeoisie. Cette dernière a d'autres cartes en réserve, elle est consciente qu'imposer les méthodes destructives du néo-libéralisme sera difficile avec sa « démocratie quinquennale ».

Enfin, la classe ouvrière aurait tort de se désintéresser de la crise politique en cours en la considérant comme une affaire interne à la bourgeoisie. En effet, la lutte quotidienne pour la défense de l'emploi, du salaire, de la Sécurité sociale, des services publics ou encore du Code du travail est intimement liée à la lutte politique. C'est pourquoi, dans

l'immédiat nous devons prendre conscience que ce gouvernement ne nous représente pas et que la question est objectivement posée de le chasser ainsi que tous ceux et celles qui ont géré les affaires (dans tous les sens du terme) de la bourgeoisie.

Prenons nos affaires en main. Toutes nos affaires : celles de la cité comme celles de la production. C'est le moment d'agir pour une démocratie réelle maintenant, tous ensemble ceux et celles qui veulent effectivement mettre fin à ce système inhumain, quelque soient leurs conceptions ou appartenances politiques. Cette dernière sera fondée sur les besoins des véritables producteurs (les travailleurs) et plus sur ceux de la classe dominante (parfois appelée les riches). Les expériences d'auto-organisation, du mouvement des places au comités de quartiers, en Espagne ou en Grèce donnent une petite idée du processus à en engager.

Cette démocratie, ou république sociale, ne naîtra pas toute faite de quelques idées géniales venues d'un quelconque état-major de parti. Elle ne peut venir que de notre capacité à nous auto-organiser, à débattre de tous les problèmes et à décider ensemble là où nous vivons, là où nous travaillons, là où nous subissons la régression globale d'un régime qui démontre chaque jour qu'il ne peut survivre et reconstituer ses profits qu'en entraînant la société toute entière dans l'abîme et qui mettra tout en œuvre pour nous empêcher de construire une alternative anticapitaliste. Les prolétaires ont tout intérêt à prendre modèle sur la bourgeoisie pour préparer et mener leurs actions de réplique à celle-ci : se concerter, s'entraider, s'informer; bref, agir comme une classe sociale politiquement consciente.

La situation ouverte par l'affaire Cahuzac n'est pas pour autant nationale, propre à la France. L'état de crise globale avec toutes ses dimensions morale, sociale, politique atteint tous les États de l'Union européenne. De partout, la classe dominante fabrique les mêmes réponses. La riposte ne peut donc pas être un repli dans le confort de "nos" frontières de la Ligne Bleue des Vosges jusqu'au Mali. Mais pour l'heure, l'affaire Cahuzac vient singulièrement compliquer la tâche de la bourgeoisie française. C'est le moment d'en profiter.

Emile Fabrol

1.- Gouvernement dirigé par Lionel Jospin, en cohabitation avec le Président Chirac, regroupant toutes les composantes de la « gauche » parlementaire (PS, PCF, Radicaux) et les Verts.

2.- Karl Marx, *Les Luttes de classes en France (1848-1850)*, Éditions sociales, 1952, page 27.

La Colère monte en Grande-Bretagne

La coalition a introduit toute une batterie de réductions et de mesures d'austérité qui ont pris effet ce 1er avril. Et d'autres vont suivre. Le gouvernement estime que 660 000 locataires vont être affectés par la « bedroom tax » dont 80 000 rien qu'à Londres. La plupart d'entre eux ne pourront pas passer à un plus petit logement car les Tories dans les années 1980 ont encouragé les locataires à acheter leurs maisons, ce qui a conduit à un déficit en logements sociaux. Le même gouvernement a aboli les tribunaux de justice locative permettant ainsi aux propriétaires de faire grimper les loyers à des niveaux inabor-

dables. Il va en résulter un nombre de sans logis à un niveau de crise. Les associations caritatives avertissent que les dernières mesures d'austérité conduiront dans la pauvreté plus de 600 000 enfants. Cela se rajoutera aux 3 millions d'enfants estimés vivre déjà dans la pauvreté.

Le Labour, dans l'opposition, garde un silence assourdissant avec une absence totale de ligne politique. De nouvelles forces se profilent à l'horizon. Ken Loach a lancé une discussion sur un nouveau parti appelé, pour le moment, « Left Unity ». 7 000 personnes ont signé l'appel initial et 70 organisa-

teurs de groupes régionaux se sont engagés et sont déjà actifs. L'éventail va de professeurs d'université à des mineurs de charbon qui ont combattu dans les grèves des années 80. La Coalition de Résistance organise une convention à Londres début juin contre l'austérité. Les 2200 places déjà vendues ne suffiront apparemment pas. Trois séries de protestations nationales contre la Bedroom tax ont impliqué 60 villes. 500 personnes ont manifesté à Brighton le 6 avril contre la privatisation du Service National de Santé. Les principaux syndicats parlent de la possibilité de recourir à une grève générale.

La « bedroom tax » est devenue effective. Nos panneaux « Stop the Tax » sont devenus « Stop aux expulsions » (dues aux hausses de loyer liées à la bedroom tax). 17 personnes environ, sans dénomination spécifique, se sont réunies le 3 avril à Cambridge pour discuter du développement de la campagne. Étaient présentes des personnes concernées par la Tax, Le Cambridgeshire contre les Réductions, le SWP et le SP, des délégués syndicaux (enseignants du NUT et membres de UNITE) et un conseiller municipal Labour ainsi que le nouvel organisateur pour la région de Left Unity. La plupart avaient participé à la première série de 60 protestations au niveau national du 16 mars. Il n'y eut pas de querelles internes, avec le clair objectif de développer la campagne pour agir contre les expulsions et contre l'attaque des mesures d'austérité qui frappent déjà ou se préparent.

actions

Le samedi 6 avril environ 15 d'entre nous ont installé un stand dans le centre ville où notre groupe mélangé et des militants de quartier dy syndicat UNITE ont distribué plus de 700 tracts d'opposition à la « bedroom tax » et aux expulsions et ont recueilli les signatures de 43 habitants de Cambridge en seulement quelques heures. Il nous faut 500 signatures pour obliger le Conseil municipal à débattre de notre motion. Une version en ligne de la pétition papier sera lancée sous peu - nous avons 12 jours pour obtenir le nombre requis de signatures.

Comme il est développé dans le tract le Conseil municipal se réunit le 18 avril, nous avons besoin du plus de monde possible, spécialement de ceux qui subissent directement la bedroom tax, pour déposer au Conseil la demande de parole lors de sa réunion.

Nous allons également faire du lobbying à la clinique du député local lib-dem Julian Huppert ce vendredi 12 avril à la Guildhall et tiendrons ensuite une réunion de préparation au centre communautaire Meadows dans Kings Hedges le 15 avril pour planifier la manifestation à Cambridge du samedi 20 participant à la troisième journée nationale d'action.

réactions

La réaction à notre stand a été à peu près générale. Parfois nous avons eu 2 à 3 personnes faisant la queue pour signer la pétition. Une femme « *qui ne faisait que passer* » s'est immédiatement portée volontaire pour distribuer 100 tracts dans les boîtes aux lettres de son voisinage. Un homme est venu en agitant 10 £ dont il voulait faire don à la campagne. Quelques personnes nous ont remercié simplement d'être là.

Une femme dans la détresse a signé en disant « *je dois faire quelque chose – je ne veux pas m'immoler par le feu* ». Un papa divorcé nous a dit qu'il allait devoir déménager dans un endroit sans chambre pour recevoir ses enfants qui sont souvent plus de quelques jours chez lui chaque semaine. Un couple de Fen Ditton, pour essayer de garder leur « chambre supplémentaire » qui est la chambre de l'une de leurs deux filles adolescentes devront payer un supplément de 190 £ par mois (la bedroom tax) et utiliser pour ça la moitié de ses revenus mensuels pour l'héberger. Le Conseil a commencé à la harceler d'appels téléphoniques et de visites. Une femme nous a dit qu'elle aurait des problèmes pour payer car elle n'a pas droit au crédit de taxe car elle ne travaille que 24 heures par semaine (avec un enfant en bas âge!) au lieu de 30. Une dame d'un certain âge nous a dit que son fils (34 ans) déménageait pour revenir vivre chez ses parents car il ne peut pas payer la Bedroom tax là où il habite.

Nous avons rencontré une dame de 50 ans, dans un fauteuil roulant, qui est venue signer car elle va devoir déménager ou payer plus d'argent qu'elle ne peut. Quelques personnes ont exprimé leur peur et leur hostilité aux immigrés, présents ou futurs, comme leurs concurrents dans la course aux logements et aux emplois.

Une femme qui avait vécu en Inde depuis quelques années est venue signer et a dit « *qu'est-il arrivé à mon pays depuis que je suis parti ? Je ne le reconnais plus. Autrefois on se souciait des gens* ». Quelqu'un de Bishops Stortford a dit « *vous ne croirez pas combien de banques alimentaires sont en train de se créer dans ma ville. Mais dans la discrétion. C'est horrible, et tout se passe en dessous de la surface des choses* ».

Quelques remarques plusieurs fois lancées par des passants :

« *Faisons en leur poll tax !* » (NDLR : qui avait provoqué en son temps la chute de Margareth Thatcher)
« *C'est une décision politique de fous* »
« *ça ne me touche pas en personne mais quelle injustice* »
« *On ne veut pas vivre dans une société pareille* »

Kathrine Brannan

Les militants et les militantes communistes qui rédigent ce journal contribuent à :

Démontrer que le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire.

Reforger une conscience politique du prolétariat sévèrement mise à mal par l'expérience des États dits « socialistes » et par le triste bilan des gouvernements de « gauche ».

Affirmer et défendre, en toutes circonstances, l'indépendance politique du prolétariat vis-à-vis de la bourgeoisie.

Promouvoir la nécessaire libération du capitalisme en réaffirmant que « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ».

Faire émerger l'indispensable unité internationale du prolétariat pour en finir avec la mondialisation et ses guerres impérialistes.

Militer pour l'organisation du prolétariat « *en classe et donc en parti politique* ».



Site Internet : <http://www.promethee-1871.com>
Prenez contact avec nous : club.promethee@gmail.com

Date de bouclage : 15 avril 2013 - Directeur de la publication : Emile Fabrol - ISSN : 1142-225